

FACE AU CHAOS CLIMATIQUE ROMPRE AVEC LE PRODUCTIVISME



SORTIR DU CAPITALISME

ZOOM

Face à l'autoritarisme répressif, regroupons nos forces

Page 2

INTERNATIONAL

Iran. Un an après le début du soulèvement

Page 4

ARGUMENTS

Chaos climatique: l'urgence... de ralentir!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Antoine Rubinat, ancien salarié de Piron, sur la grève de 1974

Page 8

Édito

Solidarité avec les sinistrés du Maroc

Par **FABIENNE DOLET**

Avec près de 3 000 morts annoncés, 2 500 blessés et plus de 300 000 personnes à la rue, le tremblement de terre qui a secoué la région du Haut Atlas au Maroc dans la nuit du 8 septembre rappelle une fois de plus, après le séisme turc de février dernier, que les catastrophes naturelles touchent différemment les pays riches et les pays pauvres, les populations bien logées de celles qui sont précaires. L'habitat le plus ancien, comme celui de la Medina de Marrakech ou des villages montagnards n'a pas résisté. Les zones sinistrées sont parmi les plus marginalisées, les plus sous-équipées, les plus pauvres du pays, tenues à l'écart de la modernisation, enclavées. Avec sa morgue de criminel colonisateur, Lyautey, représentant du gouvernement français à Rabat pendant le protectorat, les qualifiaient d'«inutiles». Ce que la monarchie marocaine n'a guère remis en cause au fil des décennies.

Face à ces inégalités qui aggravent les conséquences de la catastrophe, l'aide humanitaire afflue, tandis que Mohammed VI pratique «la diplomatie des séismes», sollicitant l'aide de quatre monarchies alliées (ayant reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental) : l'Espagne, le Royaume-Uni, le Qatar et les Émirats arabes unis.

En France, une question agite les médias : quid de l'acceptation de l'aide française par le Maroc ? La communication bat son plein au ministère des Affaires étrangères pour assurer le respect de la souveraineté du Maroc, Catherine Colonna affirmant lundi soir que «Le Maroc est maître chez lui, nous lui faisons pleinement confiance pour s'organiser».

Pour notre part, nous nous associons à la peine des familles qui d'ici soutiennent leurs proches et affirmons notre pleine et entière solidarité aux MarocainEs en France et de l'autre côté de la Méditerranée, en nous souvenant aussi combien la gestion du séisme de 2004 par le pouvoir marocain avait été mise en cause sur place. Nous nous joindrons à toute initiative de solidarité ouvrière concrète... pour qu'au-delà des États ou des ONG l'aide parvienne bien à celles et ceux qui en ont le plus besoin !

Bien dit

On a un problème avec le capitalisme. Le capitalisme n'est pas compatible avec la lutte contre le réchauffement climatique

JEAN JOUZEL, paléoclimatologue, France Inter, 8 septembre 2023.

À la Une

RÉVOLTÉ·E·S ET MILITANT·E·S

Face à l'autoritarisme répressif, regroupons nos forces

La première moitié de 2023 a été marquée par une succession de mobilisations sociales et populaires. Incapable d'y répondre politiquement et de construire le moindre consensus autour de ses contre-réformes, le gouvernement a eu recours aux violences de la répression policière et judiciaire.

De la répression des manifestantEs opposésEs à la contre-réforme des retraites, opposésEs aux mégabassines et autres grands projets inutiles, à celle des jeunes révoltésEs contre les discriminations et le racisme systémique dans les quartiers populaires : blesser, mutiler, interpellier, criminaliser et condamner sont les ultimes arguments d'un pouvoir discrédité et rejeté.

Cela devient la modalité d'exercice du pouvoir politique et patronal en cette rentrée, sans même passer par des modifications des lois. Il suffit de «simples consignes ministérielles» transmises par des notes de services, comme celle interdisant le port de l'abaya dans l'Éducation nationale, appuyée par une «circulaire relative aux infractions commises en milieu scolaire» de Dupond-Moretti aux procureurs. Sans oublier un télégramme de Darmanin aux préfets pour activer l'expulsion des délinquants et leurs familles locataires en HLM !

Normalisation de la répression

Ces textes ne sont pas de simples postures nauséabondes pour chasser sur les terres de la droite extrême. Ils créent une normalisation de la répression et une incitation au passage à l'acte pour «hauts fonctionnaires zélés». «Nous vous demandons de mobiliser tous les outils prévus par la loi pour expulser

COUPE DU MONDE: LES SYNDICATS VONT-ILS GÂCHER LA FÊTE?



les délinquants des logements sociaux qu'ils occupent», écrivent le ministre de l'Intérieur et la secrétaire d'État chargée de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache, dans cette note du mercredi 30 août. «Vous emploierez les différents outils à votre disposition, en fonction des situations particulières que vous pouvez connaître, en lien avec les bailleurs, les collectivités locales et l'autorité judiciaire».

Après la sortie glaçante de Macron : «Faut pas se tromper, nous vivons dans notre société aussi — avec une minorité mais quand même — de gens qui, détournant une religion, viennent défier la République et la laïcité, et pardon, mais ça a parfois donné le pire. On ne peut pas

faire comme s'il n'y avait pas eu l'attaque terroriste et l'assassinat de Samuel Paty dans notre pays, et ça s'est fait...», c'est son ministre de la Justice qui a pris le relais. «La rentrée scolaire est l'occasion pour moi d'insister sur l'importance des relations qui existent entre l'Éducation nationale et l'autorité judiciaire et d'inviter les procureurs généraux et procureurs de la République à soutenir et accompagner [...] les représentants de l'Éducation nationale» en explicitant «l'enjeu partagé que constitue la préservation de l'espace scolaire, qui doit demeurer un sanctuaire républicain, contre toute forme de violence ou toute infraction en lien avec la radicalisation violente ou le séparatisme face auxquelles

j'attends une réponse pénale ferme, rapide et systématique».

Criminalisation des militantEs

Quant à la politique du «dialogue social» vis-à-vis des organisations syndicales, elle consiste à convoquer les militantEs dans les commissariats et tribunaux. Pas moins de 400 militantEs de la CGT sont sous le coup de poursuites judiciaires suite aux mobilisations pour défendre les retraites. Et ce sont plus de 1 000 militantEs qui subissent dans les entreprises publiques et privées des poursuites disciplinaires et des procédures de licenciement. Terroriser, isoler, punir, sont les moyens déployés par le patronat et le gouvernement pour tenter de juguler la colère et son expression dans la rue et par la grève. Leur acharnement et leur détermination n'auront d'autres limites que nos capacités à nous unir et nous organiser. Sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers populaires, regroupons-nous, renforçons les organisations syndicales et associatives de lutte pour décider par et pour nous-mêmes. Emparons-nous de la question politique, pour ne pas laisser l'extrême droite devenir le réceptacle de la colère. La reconstruction d'une force politique des exploités et des opprimés pour en finir avec un système destructeur est une urgence absolue.

Cathy Billard



Acturama

Le 8 septembre, plus de 3 000 personnes ont protesté à Niort contre la répression qui s'abat sur plusieurs militantEs écologistes et syndicaux à la suite de la manifestation de Sainte-Soline le 25 mars.

La CGT, Solidaires, la Confédération paysanne, la FSU avaient mobilisé. Plusieurs députéEs LFI et ÉELV ont fait le déplacement. Le NPA était présent, avec des camarades de plusieurs villes... et Philippe Poutou ! La lutte continue, d'autant que le procès est repoussé au 28 novembre. Plus que jamais, aucune sanction pour les militantEs et No Bassaran !



Scanne-moi pour plus d'infos.

Elles et ils sont notamment accusés de s'être livrés à des actes de vandalisme contre des biens privés, à des incendies criminels, à la destruction de biens publics, à des attaques contre des travailleurs des services publics, contre les forces de l'ordre, contre de simples citoyens et à des actes de violence avec des armes à feu. Le Fonds de solidarité d'Atlanta qui lui est lié est également accusé de blanchiment d'argent et de fraude caritative.

Une attaque sans précédent contre le mouvement social

Le Racketeer Influence Corrupt Organization Act (ou RICO) de Géorgie est un instrument juridique particulièrement puissant qui s'inspire de la loi fédérale RICO, conçue à l'origine pour s'attaquer à des organisations telles que la mafia. Alors que la Géorgie utilise fréquemment la RICO pour s'en prendre à des organisations criminelles, notamment en inculquant récemment l'ancien président Donald Trump pour avoir tenté de voler l'élection en 2000, son utilisation contre un mouvement social est sans précédent et constitue une menace pour tous les activistes en Géorgie et ailleurs. Defend the Atlanta Forest, également connu sous le nom de Stop Cop City, est un mouvement très diversifié qui rassemble les opposants à la construction d'un centre de formation à la sécurité publique à Atlanta destiné à former la police et les pompiers. Les participants sont des écologistes

USA La Géorgie criminalise les militantEs écologistes

L'État de Géorgie a inculpé 61 militantEs de Defend the Atlanta Forest — accusant 42 d'entre eux d'être des terroristes nationaux — dans le cadre d'une association de malfaiteurs anarchistes.

et des défenseurs des droits des animaux qui veulent sauver les 33 hectares de la South River Forest, des militantEs indigènes, des opposantEs aux prisons et à la police, et des militantEs anti-racistes. Bien que l'organisation ne se définisse pas comme anarchiste, de nombreux membres du groupe sont des anarchistes et des socialistes qui soutiennent l'action directe non violente pour arrêter la construction. Des biens ont certes été détruits et il y a eu des confrontations violentes avec la police. Mais certaines des personnes inculpées dans le cadre de la conspiration ne sont accusées d'aucun crime spécifique et, en vertu de la loi RICO, elles n'ont pas à l'être.

Une suite militante de Black Lives Matter

Le mouvement Stop Cop City trouve son origine dans les manifestations nationales de Black Lives Matter contre le meurtre par la police de George Floyd à Minneapolis le 26 mai 2020. Puis, le 12 juin 2020, la police d'Atlanta a abattu un homme noir du nom de Rayshard Brooks. Il dormait dans sa voiture sur le parking d'un restaurant Wendy's lorsque

la police est arrivée et a tenté de lui faire subir un alcootest. Il s'est débattu et a tenté de s'enfuir, il a alors été assassiné par la police. Les militantEs locaux ont exigé le désinvestissement de la police et le financement des services sociaux, mais la ville a décidé de construire le centre de formation, d'une valeur de 90 millions de dollars, dans la forêt qui servait de zone de loisirs à la communauté noire voisine. Alors que le mouvement Defend the Atlanta Forest se développait et commençait à pratiquer la désobéissance civile, la police d'Atlanta a sévi et a tiré mortellement sur le défenseur de la forêt Manuel Esteban Paez Terán, un immigrant vénézuélien connu sous le nom de « Tortugueta », qui était assis et avait les mains en l'air. Il est le premier militant écologiste à avoir été abattu par la police aux États-Unis.

Condamnation de l'action directe

L'acte d'accusation de 109 pages contient de longues discussions sur l'anarchisme et l'entraide et condamne l'action directe. Il confond également les actes du gang de rue Blood, qui s'est livré à des fusillades ayant entraîné la

mort d'un enfant de 8 ans, avec les activités de Stop Cop City. Les organisations de défense des droits civiques ont fait valoir que la répression sévère du département de la police d'Atlanta a violé les droits à la liberté d'expression des militantEs du mouvement et a eu pour but d'étouffer les protestations sociales. « Nous sommes extrêmement préoccupés par ce recours d'une ampleur stupéfiante et sans précédent aux lois sur le terrorisme d'État, la lutte contre le racket et le blanchiment d'argent à l'encontre des manifestants », a déclaré Aamra Ahmad, avocat principal du projet de sécurité nationale de l'American Civil Liberties Union. Le mouvement Stop Cop City n'a pas été découragé. Depuis l'inculpation, certainEs de ses militantEs se sont enchaînés aux bulldozers pour arrêter la construction. CertainEs habitantEs d'Atlanta ont également fait circuler une pétition demandant un référendum sur la construction du centre de formation. La lutte se poursuit dans les rues, dans les forêts et maintenant devant les tribunaux. **Dan La Botz (traduit par la rédaction)**



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

C'est difficile d'imaginer qu'une personne puisse perdre son travail pour un baiser en public

WOODY ALLEN, à propos de Luis Rubiales, patron de la Fédération espagnole de football dans *El Mundo*, le 11 septembre.

Agenda

Du 15 au 17 septembre, Fête de l'Humanité, Le Plessis-Pâté (91).

Le NPA tiendra un stand, avec des rencontres et interventions politiques (avenue Bobby-Sands, près de l'entrée de la fête).

Mardi 19 septembre, Rencontre publique sur le Chili avec Olivier Besancenot, Paris 18^e.

Autour de son dernier livre *Septembre rouge*, à 19h30, à la librairie le Rideau rouge, 42 rue de Torcy, Paris 18^e (métro Marx-Dormoy).

Samedi 23 septembre, marches contre les violences policières, contre le racisme systémique, pour les libertés publiques. À Paris, manifestation départ Gare du Nord à 14h30.

Judi 28 septembre, journée de mobilisation pour le droit à l'avortement.

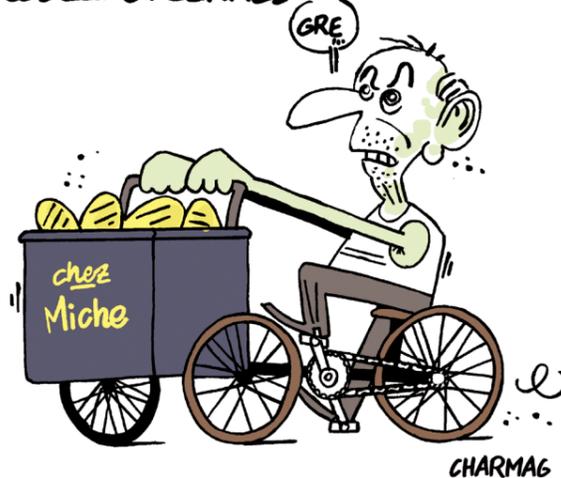
ÉLECTIONS EUROPÉENNES Rassembler pour mener le combat écosocialiste!

Les élections européennes paraissent lointaines, mais les enjeux seront importants. Car, l'Union européenne joue un rôle crucial dans la crise économique et climatique, les politiques anti-immigrés et le militarisme. De plus, ces élections pourraient être un possible réceptacle de la colère contre Macron.

L'Union européenne (UE) porte une forte responsabilité dans la crise écologique. Elle représente 10% de la consommation énergétique primaire mondiale. La part des énergies renouvelables dans l'UE est de seulement 15,5%. Une politique énergétique européenne devrait planifier la sortie du nucléaire et des énergies fossiles.

L'Union européenne, notamment par le biais de la Banque centrale, arrose les banques avec des crédits qui ont parfois été à taux négatifs, tandis que celles-ci s'enrichissent sur le dos de la grande majorité de la population. Il faut réquisitionner les banques et, pour faire face à la crise et à l'inflation, mettre en place un Smic européen indexé sur l'inflation permettant de vivre dignement tout en supprimant la concurrence entre les travailleurEs des différents pays. La politique anti-immigrés de l'UE est responsable de la mort de milliers de personnes en Méditerranée. Il y a urgence à ouvrir les frontières et accueillir dignement touTEs les migrantEs.

L'EXTRÊME DROITE EN ROUTE POUR LES EUROPÉENNES



Une alternative à Macron et à l'Europe capitaliste, vite!

La colère qui a saisi les travailleurEs il y a quelques mois n'est pas retombée. Macron en a encore fait les frais lorsqu'il a été hué lors de l'ouverture de la Coupe du monde de rugby. On n'a pas oublié les immenses mobilisations contre sa réforme des retraites, les mensonges, le 49.3 ou les violences policières.

Il va falloir que cette colère sorte, dans la rue si possible!

Les élections européennes de juin 2024 seront une autre occasion de l'exprimer. Si nous ne contribuons pas à une alternative, à gauche, radicale, alors l'extrême droite captera la colère et nous menacera toujours plus. Nous devons donc mener la bataille avec tous les alliés que nous allons pouvoir trouver

en Europe contre l'Europe néolibérale, qui nous attaque sous l'égide de la Commission européenne, du Conseil des ministres de l'UE et la Banque centrale européenne. Et en premier lieu en France, avec les forces sociales et politiques qui sont prêtes à s'engager sur un programme de rupture, de désobéissance, avec l'Europe néolibérale d'aujourd'hui et le social-libéralisme d'hier. Il faut rompre avec les traités de Maastricht et de Lisbonne. Il faut un programme qui mette fin à l'Europe forteresse, un programme d'urgence sociale. Ces alliés existent, nous les côtoyons dans les luttes sociales et politiques, hier contre la réforme des retraites, aujourd'hui contre les violences policières. Ensemble, nous pouvons bâtir un programme d'urgence européen qui soit une étape nécessaire pour mieux préparer la révolution écosocialiste de demain. Dans les prochaines semaines, le NPA interpellera les forces de la gauche qui lutte en mettant en avant la nécessaire unité autour d'un tel programme. **Pauline Salingue**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

GABON

La fin d'une dynastie

En mettant fin au pouvoir de Bongo, l'armée tente de pérenniser le système mais c'est sans compter la volonté populaire d'un véritable changement dans le pays.

Quelques heures après l'annonce de la victoire électorale d'Ali Bongo, le général Brice Oligui Nguema, chef de la garde présidentielle, annonce la prise du pouvoir par l'armée et dénonce un scrutin truqué. Il s'intronise une semaine plus tard président de la transition.

Une page se tourne

Ce coup d'État ne semble faire que des heureux. Les populations sont descendues dans la rue pour exprimer joie et soulagement. Les principaux partis de l'opposition sont eux aussi satisfaits de ce coup de force et même le secrétaire général adjoint Luc Oyoubi du Parti démocratique gabonais de Bongo déclare : « Nous savions bien que le changement devait arriver ». Il assure de sa disponibilité pour participer à la transition. Il se félicite que les conseillers de Bongo soient en prison. Lors de leur arrestation à domicile, des vidéos les ont montrés devant des valises remplies de liasses de billets.

Cet état de grâce se nourrit aussi des premières mesures prises par les généraux : le limogeage de Marie-Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour constitutionnelle, belle-mère d'Ali Bongo et surnommée « La Tour de Pise » pour ses décisions toujours en faveur du pouvoir ; la libération de Jean-Rémy Yama, syndicaliste de la principale coalition syndicale Dynamique unitaire ; la rencontre avec la plateforme de l'opposition Alternance 2023 ; la nomination comme chef de gouvernement de Raymond Ndong Sima connu comme opposant.

Nouvelles figures pour ancienne politique

Ce coup d'État ne se produit pas parce qu'Ali Bongo a fraudé aux élections. Il avait fait de même en 2009 et en 2016. À l'époque des protestations avaient eu lieu et l'armée les avait féroce ment réprimées. Le coup de force de Nguema s'inscrit dans la division de l'élite dirigeante. L'accident vasculaire cérébral de 2018 a laissé Ali Bongo fortement diminué. Pendant des mois le pouvoir a été assuré par sa femme et son entourage. La montée en puissance de son fils Noureddin Bongo Valentin, préparé à remplacer son père, n'était nullement du goût de l'aile historique des Bongo représentée par la sœur Pascaline. Les militaires vont-ils s'éterniser au pouvoir ? Peut être pas. Dans la charte de transition, il est indiqué que les membres et le chef du gouvernement ainsi que les présidents de l'Assemblée et du Sénat ne pourront pas se présenter aux prochaines élections présidentielles, mais il n'est fait mention nulle part du président de la transition. Des élections rapides sans véritable candidat contre Nguema pourraient être une option du rétablissement constitutionnel en laissant le système intact pour le plus grand bonheur des intérêts français, qu'ils soient économiques ou militaires. Cependant rien n'est figé, et la fin de la dynastie Bongo pourrait augurer un autre changement bien plus profond sous l'effet de mobilisations populaires.

Paul Martial

À lire sur le site



Italie : trois morts au travail par jour en moyenne, par Hélène Marra



Argentine : quand l'extrême droite veut réhabiliter la dictature militaire, par Martín N et Marie S

IRAN Un an après le début du soulèvement

Jamais dans l'histoire, les femmes n'ont tenu une telle place dans un soulèvement populaire. En Iran, l'immense majorité de la population se réclame aujourd'hui de leur combat engagé en septembre 2022.

Lors de la révolution de 1979, cela n'avait pas été le cas. Moins d'un mois après l'insurrection ayant renversé la monarchie, les femmes s'étaient retrouvées bien seules face au clergé qui commençait à imposer son pouvoir absolu. Celui-ci voulait notamment obliger les femmes à porter le voile dans les lieux publics. Le 8 mars et les jours suivants, des dizaines de milliers d'Iraniennes étaient alors descendues dans la rue, et cela dans l'ensemble du pays. Mais la plupart des hommes étaient toujours prisonniers des traditions patriarcales, et très peu avaient manifesté avec elles. Il en allait de même pour la quasi-totalité des organisations classées à gauche ou à l'extrême gauche qui refusaient d'agir contre la mise en place du régime islamique au nom de la priorité absolue à la lutte contre « l'ennemi principal » impérialiste¹.

Objectif : la chute du régime

Pendant 43 ans, le combat des femmes a néanmoins continué plus ou moins souterrainement, et parfois publiquement sur des objectifs limités. Mais depuis la mort de Jina-Masha Amini, ce mouvement ne s'autolimité plus à l'obtention de quelques réformes. Son objectif est aujourd'hui la chute du régime. Pour la première fois, l'ensemble des peuples qui composent l'Iran luttent au coude à coude contre



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

la dictature. Le fait que le slogan kurde « Femme, Vie, liberté » soit scandé dans toutes les langues du pays constitue à lui seul un symbole.

La mobilisation de la jeunesse scolarisée touche même des écolierEs. Dans l'enseignement supérieur, les barrières établies par le régime entre les jeunes des deux sexes ont été balayées.

Grèves limitées

En 1979, le blocage de l'économie du pays par les grévistes avait joué un rôle décisif dans la chute de la monarchie. Beaucoup espéraient qu'il en irait de même ces derniers mois. Mais les grèves sont à ce jour restées d'ampleur limitée et ne se sont pas généralisées. Cette situation s'explique notamment par la violence de la répression quotidienne patronale et

policière, l'arrestation préventive à partir du printemps 2022 de syndicalistes parmi les plus connus, la privatisation et le démantèlement des grands complexes industriels, la précarisation extrême du salariat avec la généralisation d'embauches à la journée.

Il en résulte une grande faiblesse numérique et organisationnelle des organisations ouvrières, rendant difficile dans l'immédiat un blocage du pays.

Une contre-offensive de grande ampleur

La rente pétrolière et gazière colossale dont dispose le régime lui permet d'entretenir un appareil répressif de premier ordre. Plus de 500 manifestantEs ont été tués, plus de 22000 arrêtéEs ou portés disparuEs, plusieurs dizaines ont été condamnés à

la peine capitale, et sept pendaisons publiques ont déjà eu lieu. Comme il le fait régulièrement depuis des années, le pouvoir utilise des moyens militaires et paramilitaires lourds en province, notamment au Kurdistan et au Balouchistan. Il n'est pas étonnant que dans de telles conditions, le nombre et l'ampleur des manifestations aient considérablement baissé à partir de janvier.

Tenir dans la durée

Contrairement aux années 1970-1980, aucune force politique ne propose aujourd'hui de se lancer dans une confrontation armée avec le régime.

À l'opposé d'une telle orientation, 20 organisations iraniennes de type syndical et/ou associatif ont publié le 15 février une charte combinant une série de revendications et un appel à « une intervention en masse et à partir d'en bas » pour « mettre un terme à l'existence d'un pouvoir imposé par en haut » et déboucher sur « une révolution politique, économique et sociale »². Ces mouvements sociaux, « dont les racines sont assez ancrées pour survivre à la répression actuelle, constituent le milieu propice à la persistance du feu de tourbe, ce type de feu qui se consume de façon invisible, parfois un mètre sous terre »³.

Dominique Lerouge

1 – En 1979, la petite organisation iranienne affiliée à la IV^e Internationale constituait une exception notable : non seulement elle a appelé à ces manifestations, mais elle a organisé la venue de la féministe étatsunienne Kate Millet qui a contribué à donner un retentissement mondial à la lutte des femmes iraniennes. <https://youtube.com/watch?v=uljwXhji6f4&si=jKlxBjHCrpzjGkNj>
2 – <https://nouveauantipartitcapitaliste.org/agir/international/declaration-des-revendications-minimales-des-organisations-independantes>
3 – Chowra Makaremi, *Femme, Vie, Liberté*, La Découverte, 2023, p. 306-307.

CHYPRE Les néonazis attaquent, le mouvement antifasciste s'organise

À deux reprises, en à peine une semaine, Chypre s'est réveillée sous le choc de deux Nuits de Cristal.

D'abord à Chloraka (région de Pafos), le 28 août, une meute de 300 fascistes a attaqué, avec battes de baseball, couteaux et cocktail Molotov, les logements et les magasins de réfugiés et migrantEs. Quelques jours plus tard, le 1^{er} septembre, c'était le tour des migrantEs à Limassol de se trouver attaqués par des fascistes cagoulés et en noir.

Europe forteresse

Depuis plusieurs années, le gouvernement chypriote accompagné par les grands médias — presse écrite, radio, télévision — met en œuvre avec zèle les directives de l'Union européenne en matière d'immigration. La politique pour une Europe forteresse se traduit par un déni du droit d'asile ou tout autre droit humain pour les migrantEs et réfugiés. Les migrantEs qui arrivent se trouvent dans des camps de concentration comme à Pournara à Chypre ou à Lesbos en Grèce.

Les bateaux de misère qui s'approchent de Chypre ou de la Grèce sont souvent victimes de « push back » visant à empêcher les migrantEs de débarquer. Avec une démultiplication des noyades en Méditerranée, les résultats sont dramatiques, le plus tragique étant le bateau qui a coulé à Pylos, dans le Péloponnèse, en juin, après avoir été

repoussé pendant des heures par les gardes maritimes grecs. Ainsi, sous les yeux aussi des soldats de Frontex plus de 600 personnes ont trouvé la mort pendant leur périple désespéré pour une vie meilleure.

Montée de l'extrême droite

La chasse à l'homme et les pogroms contre les étrangerEs à Chypre sont le fruit direct de ces politiques. Orchestrées par le parti néonazi ELAM, ces attaques se sont appuyées sur le racisme d'État et sur un racisme ordinaire très répandu dans la société chypriote-grecque. Dans une telle ambiance, ELAM (Front populaire national, frère du parti néonazi Aube dorée en Grèce) poursuit sa croissance et sème haine et violence. Il a des députés et la présidence de la commission Immigration au parlement chypriote-grec. En Grèce, Aube dorée a été condamnée et interdite après les mobilisations et le procès qui ont suivi l'assassinat de Pétros Fyssas. Malheureusement, lors des dernières élections, les fascistes sont revenus au Parlement grec sous le nom des Spartiates. Chypre, qui a vécu en juillet 1974 un coup d'État fasciste mené par les colonels grecs et l'organisation EOKA B, avec l'assassinat de militants de gauche et de chypriotes turcs et l'invasion de l'armée turque, nourrit aujourd'hui, un parti néonazi particulièrement violent. Chypre, avec

des dizaines de milliers de réfugiés depuis 1974 et des dizaines de milliers de Chypriotes émigrés dans le monde, fait la chasse aux migrantEs et réfugiés.

Trois manifestations contre le racisme et le fascisme

Ce vécu commun pour beaucoup de monde a réveillé des consciences. Pour la première fois, il y a eu à Chypre et notamment à Limassol, les 2 et 4 septembre, des manifestations massives contre les attaques racistes et fascistes. La première a été organisée par des groupes à gauche de AKEL (Parti communiste) et la seconde par AKEL avec le soutien de PEO (syndicat de gauche). Une troisième manifestation, avec le mot d'ordre No Pasaran, a lieu à Nicosie (la capitale), le dimanche 10 septembre 2023. Les organisations et les militantEs se demandent comment organiser un large front uni pour faire face à la menace raciste et fasciste. L'objectif étant triple — lutter contre le racisme d'État, batailler contre le racisme ordinaire et battre ELAM, et autres groupes néonazis, dans la rue et dans les urnes. Face à l'Europe forteresse et la montée des extrêmes droites, partout en Europe, ce devoir est aussi le nôtre pour que nous puissions, vraiment, dire No Pasaran !

Théo

CHAOS CLIMATIQUE: L'URGENCE... DE RALENTIR!

Le dernier rapport de Copernicus (programme d'observation de la Terre de l'Union européenne) ne fait que confirmer toutes les alertes des scientifiques :

la terre et les océans se réchauffent plus vite que prévu. Les mois de juin, juillet et août ont été les plus chauds depuis le début de l'histoire de l'humanité. La température

moyenne a atteint 16,77°C soit 0,66°C au-dessus de la moyenne des années 1991-2020, l'Europe qui dépasse de 0,83°C est particulièrement touchée.

Le chiffre

- 1,6%

Entre 2013 et 2019, 11 pays sur 36, alors que le PIB continue d'augmenter, voient leurs émissions de CO₂ baisser de 1,6% par an, loin des -30% en 2025 et -38% par an en 2030 nécessaires pour atteindre l'objectif des 1,5°C.

Un cercle vicieux aux conséquences désastreuses

Les mégafeux au Canada, en Grèce et à Hawaï ont fait de nombreuses victimes et ils ont un impact important sur les émissions de gaz à effet de serre. Les feux canadiens ont dégagé 1 million de tonnes de CO₂, soit deux fois les émissions annuelles du pays. Ils détruisent des surfaces importantes de forêts, limitant leur capacité à capter le CO₂.

Réchauffement de l'atmosphère et des eaux

Les glaces couvrent 10% de la surface des terres émergées et leur rôle dans la stabilisation du climat est essentiel, puisqu'en réfléchissant les rayons solaires elles contribuent à refroidir l'atmosphère. Une banquise moins étendue pendant l'hiver signifie une fonte plus rapide en été et, par extension, un réchauffement de l'atmosphère et des eaux. Les canicules marines, dont le nombre a doublé depuis les années 1980, détruisent les mangroves qui sont des puits

Le réchauffement terrestre est accéléré par une augmentation rapide de la température des océans. Cette surchauffe provoque aussi des pluies plus intenses et booste les cyclones tropicaux. Bref, un cercle vicieux aux conséquences de plus en plus dramatiques. À un rythme nettement plus rapide que prévu, puisque tous les scénarios du GIEC sont dépassés.

Les boucles de rétroaction peuvent conduire à des points de bascule irréversibles

de carbone, et les écosystèmes nécessaires à la biodiversité des océans.

Ces boucles de rétroaction représentent des risques considérables puisqu'elles peuvent conduire à des points de bascule irréversibles.

Le diagnostic est sans appel : si les émissions de gaz à effet de serre ne baissent pas significativement, chaque dixième de réchauffement augmentera les impacts et renforcera la probabilité de voir des événements extrêmes se dérouler en même temps dans plusieurs régions du

monde. Or les émissions mondiales de GES augmentent toujours d'environ 1% par an, alors qu'il faudrait les réduire de 50% d'ici à 2030, soit de l'ordre de 5 à 7% par an. Cela va entraîner des dérèglements climatiques graves : sécheresses et famines, inondations, cyclones, etc.

Hausse continue des températures

Les vagues de chaleur conjuguées aux feux de forêt et aux poussières du désert entraînent déjà des pollutions de l'air bien au-delà des régions qu'ils traversent. « La fumée des incendies contient une potion diabolique d'éléments chimiques » nocive pour des millions de personnes.

La hausse continue des températures, la fonte des glaces qui constituent la plus grande réserve en eau potable font



peser une menace existentielle sur cette ressource vitale.

Mayotte, par exemple, meurt de soif, ce département « français » aux infrastructures publiques délabrées est au bord d'une crise sanitaire d'ampleur. La sécheresse extrême prive d'eau potable les 500 000 habitants, un jour sur trois. La réponse urgente à cette surchauffe de la planète est de laisser charbon, pétrole et gaz dans le sol. Pourtant, les productions de pétrole et de charbon n'ont jamais été aussi élevées. ExxonMobil, Chevron, Shell, BP et TotalEnergies ont totalisé un record de 180,5 milliards de dollars de profits en 2022. Dopés par les aides publiques, ces multinationales capitalistes appuient à fond sur l'accélérateur, alors qu'il faudrait freiner de toute urgence.

Croissance ou climat: il faut choisir

António Guterres déclare fin juillet « L'ère du réchauffement climatique est terminée, place à l'ère de l'ébullition mondiale ». Mais du côté des gouvernants, ce sont toujours les mêmes rengaines sur la « croissance verte ».

À commencer par Macron pour qui renoncer à la croissance au nom de l'écologie ne serait « pas raisonnable ». Pourtant, de plus en plus de travaux scientifiques montrent l'incompatibilité entre croissance et sauvetage du climat.

L'illusion de la croissance verte

Une étude publiée le 4 septembre¹ se penche sur l'argument du découplage entre le PIB et les émissions de CO₂ dans les pays à haut revenu. Sur les 36 pays étudiés, 11 ont atteint un découplage absolu c'est-à-dire que sur la période considérée de 2013 à 2019, alors que le PIB continue d'augmenter, les émissions de CO₂ baissent. Mais « les résultats obtenus en matière de découplage dans les pays à revenu élevé sont très loin de permettre des réductions d'émissions conformes aux normes de Paris ». En effet, en moyenne, leurs émissions n'ont été réduites que de 1,6% par an, loin des -30% en 2025 et -38% par an en 2030 nécessaires pour atteindre l'objectif des 1,5°C. Et l'étude de conclure : « La croissance verte n'est donc pas au ren-



dez-vous et semble hors de portée des pays à revenu élevé. Nos conclusions suggèrent que la poursuite de la croissance économique dans les pays à revenu élevé est en contradiction avec les engagements de l'Accord de Paris en matière de climat et d'équité. L'atténuation conforme à l'Accord de Paris dans les pays à revenu élevé nécessitera des stratégies de réduction de la demande post-croissance en

plus des efforts de décarbonation technologique. »

Pour une décroissance juste et écosocialiste

Une autre étude² cherche à savoir « quelles dynamiques macroéconomiques seraient engendrées par une transition énergétique mondiale rapide, compatible avec l'accord de Paris ? » en modélisant « une économie mondiale qui, tout en continuant à croître, réa-

« les résultats des simulations (...) montrent surtout que la croissance économique constitue un handicap plutôt qu'un atout pour réaliser la transition énergétique »

liserait une transition énergétique à marche forcée jusqu'à 2050 ». Selon ce modèle nommé Temple, le passage d'ici à 2050 à un système énergétique 100% renouvelable demande des investissements à un niveau « inédit dans les économies occidentales depuis la Seconde Guerre mondiale », « les mécanismes classiques d'ajustement des prix et des quantités fondés sur le marché ne suffisent pas à imposer les

investissements requis » et « la demande en investissements dans le secteur énergétique est telle que l'appareil productif ne peut pas répondre à la fois à cette nouvelle demande et à la demande en biens de consommation des ménages ». En conclusion : « les résultats des simulations (...) montrent surtout que la croissance économique constitue un handicap plutôt qu'un atout pour réaliser la transition énergétique. Nous appelons donc à l'étude et à la conception de scénarios de transition dans le cadre d'une économie post-croissance ». Ce que le modèle n'évoque pas, mais qui est précisé par notre camarade Daniel Tanuro, c'est que la consommation supplémentaire d'énergie fossile nécessaire à cette restructuration de l'appareil productif provoquerait un surcroît d'émissions de CO₂ (550Gt) équivalent, voire supérieur,

au budget carbone (500Gt) compatible avec l'objectif des 1,5°C.

Bien loin de la fable d'une transition énergétique pilotée par le marché et associée à une promesse de croissance, nous sommes de plus en plus clairement confrontés à l'impératif incontournable de la sortie des énergies fossiles et du nucléaire, associée à une réduction drastique de la consommation d'énergie et donc de la production matérielle et des transports. Un impératif aussi urgent qu'incompatible avec la logique d'accumulation du système capitaliste et qui appelle une décroissance juste et écosocialiste.

Commission nationale écologie du NPA

1 – [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lanplh/PIIS2542-5196\(23\)00174-2.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lanplh/PIIS2542-5196(23)00174-2.pdf)
2 – <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800923000952>

MALBOUFFE

La double urgence d'une «Sécurité sociale de l'alimentation»

Les réformes de l'indemnisation du chômage et des retraites ajoutées à l'inflation provoquent une paupérisation dramatique: ça craque de partout, les Restos du cœur sont en première ligne et menacent faillite.

C'est toute la filière «alimentation» qui est en crise. De la production agricole à la consommation en passant par la transformation, violence et souffrance sont partout et les mastodontes de la distribution se gavent comme jamais, Carrefour en tête avec ses profits en hausse de 26% sur l'année. Et toutes ces infos tombent alors que nous vivons l'été le plus chaud jamais enregistré: le lien est très fort, le système agro-industriel capitaliste, piloté au niveau européen via les aides de la «politique agricole commune», est responsable pour 1/4 du réchauffement climatique! Ce complexe intrinsèquement productiviste stérilise les sols, attaque la biodiversité, néglige la qualité des aliments et notre santé et génère délibérément de monstrueux gâchis.

Sortir de l'humanitaire institutionnalisé

Il s'agit d'intégrer l'alimentation dans le régime général de la Sécurité sociale avec universalité de l'accès. Seule cette universalité, à l'opposé d'un mécanisme spécifique «pour les pauvres», peut créer du droit qui nous sortira de l'intolérable violence alimentaire. Concrètement, une carte Vitale donne accès à des produits conventionnés pour un montant mensuel de 150 euros par personne. Le conventionnement des professionnelEs sera réalisé par des caisses gérées démocratiquement. Ses critères seront discutés collectivement. Le financement sera assuré par la création d'une cotisation sociale à taux unique sur la production réelle de valeur ajoutée.



Pour une agriculture paysanne et bio

Il devient urgent de financer massivement le bio, de garantir un revenu aux paysanEs, et se discute de les intégrer au salariat. À l'heure où les grands groupes de la distribution, de la transformation mais aussi les banques accaparent les terres, la propriété sociale d'usage du foncier est centrale. L'attribution démocratique de subventions est un enjeu de plus en plus fort. La démocratie devient essentielle à l'heure du changement urgent du mode d'alimentation, notamment de la diminution drastique de la consommation de viande.

Un chantier s'ouvre

Ce projet a de vrais adversaires, mais dans les syndicats et assos, de Sainte-Soline au Larzac, de Bure à Rouen et Toulouse, dans la Déroute des routes, la Sécurité sociale de l'alimentation fait son chemin!

Commission nationale écologie du NPA

À lire sur le site



Rennes: la rentrée des casseroles!
par correspondantEs



Santé: Carton rouge pour Macron, Borne et Rousseau, par J.C. Delavigne

ÉDUCATION La rentrée d'Attal: l'offensive raciste pour ne rien changer

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale avait promis de mettre un prof devant chaque classe à la rentrée. Les faits lui ont donné tort. Une fois de plus! Et c'est sur sa marotte islamophobe qu'il a décidé de faire sa première rentrée dans l'enseignement public.

La rentrée scolaire du gouvernement a eu lieu le 20 juillet, lorsque Macron a renvoyé Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale invisible et haï par la droite en raison de sa couleur de peau, pour y mettre Gabriel Attal, 34 ans et toute sa scolarité en écoles privées. Le fauteuil était à hauteur des ambitions du bon élève de la macronie, mais c'était compter sans Macron qui a affirmé le 23 août que «l'éducation fait partie du domaine réservé du président». Une surenchère de déclarations entre le président et son ministre a suivi sur le port de l'uniforme; sur la réduction des vacances scolaires pour les pauvres; pour finalement converger vers leur marotte commune: le racisme. En effet, la note de service du 31 août 2023 contre le port de l'abaya et du qamis est avant tout une directive islamophobe, qui ne vise que les jeunes filles «musulmanes d'apparence». Et cela n'a rien d'étonnant venant de ce gouvernement.

L'école à la dérive

Et pourtant, le nouveau ministre aurait pu reconnaître qu'il était impossible de combler les 3100 postes d'enseignantEs non pourvus aux concours 2023, qui viennent s'ajouter aux 4000 de l'année précédente. Sans parler du manque d'infirmierEs et de médecinEs scolaires; de personnels AESH (accompagnantEs des élèves en situation de handicap); AED (assistantEs d'éducation) et



ATTEE (adjointE technique territorial des établissements d'enseignement); de psychologues de l'Éducation nationale, etc. Attal aurait pu annoncer une ouverture massive de places pour l'année prochaine et une titularisation sans condition des précaires. Ce ministre aurait pu en finir avec Parcoursup, c'est-à-dire avec la sélection dans l'enseignement supérieur; ouvrir massivement des filières (et les postes nécessaires) pour accueillir toutEs les étudiantEs dans la filière et l'établissement de leur choix. Ce ministre aurait pu reconnaître que la prime inflation pour les fonctionnaires ne couvrirait pas

l'inflation de l'année. Ce ministre aurait pu mettre fin au pacte enseignant, nouvelle version du «travailler plus pour gagner plus». Au lieu de prétendre à une nouvelle table ronde sur les salaires avec les organisations syndicales, il aurait pu prendre le problème à bras-le-corps et décider d'une augmentation indexée sur l'inflation des prix. Ce ministre aurait pu décréter qu'il était indispensable que les enseignantEs se forment, notamment aux pédagogies émancipatrices au lieu de vouloir diminuer la formation et continuer à attaquer les enseignantEs qui les font vivre au quotidien. Enfin, ce ministre aurait pu

profiter de la vague de chaleur pour annoncer un vaste plan de rénovation des écoles pour que l'air y soit respirable et les températures décentes.

Bref, les annonces en faveur de l'école ne manquaient pas. Mais non. Gabriel Attal préfère sa fonction de délégué de classe devant le professeur principal Macron et il ne lui reste que sa haine des musulmanEs pour faire illusion... Mais auprès de qui?

Se battre, envers et contre tout

Les enseignantEs ne sont plus dupes des actes racistes et islamophobes du gouvernement et iels comprennent que ce ne sont pas des manœuvres, mais l'essence même de la politique macroniste. En Seine-Saint-Denis, 12 établissements se sont mis en grève pour dénoncer soit l'islamophobie de la note de service du 31 août, soit l'impossibilité matérielle de cette rentrée (profs inexistantes, emplois du temps impossibles, bâti délabré...) et souvent pour ces deux raisons. À Rennes ou à Lyon et partout en France, des collectifs s'organisent contre le traitement discriminatoire qu'ont subi 67 jeunes filles, soupçonnées d'être en abaya et renvoyées chez elles le jour de la rentrée. Il nous faut reprendre le chemin des luttes pour exiger une école émancipatrice pour toutes et tous. Voilà notre programme cette année!

Raphaël Greggari

MANIFESTATIONS Le 23 septembre, uniEs contre les violences policières et l'offensive raciste

Après les révoltes de juillet à la suite du meurtre de Nahel, l'appel «Notre pays est en deuil et en colère» avait fait une large unité qui désormais vise à construire des manifestations le samedi 23 septembre dans tout le pays. Pour riposter aux violences des «forces de l'ordre», qui n'ont jamais cessé, et aux attaques islamophobes menées par le gouvernement.

«La police a le feu vert pour tuer les Noirs et les Arabes»... Ces propos récents du réalisateur des *Misérables*, Ladj Ly, reflète le sentiment assez largement répandu dans les quartiers populaires sur l'impunité policière. Une impunité qui s'est accrue avec l'article L435-1 du Code de la sécurité intérieure voté en 2017 (qui autorise notamment les forces de l'ordre à faire usage de leur arme lors d'un contrôle routier). Car les quelques réponses judiciaires (ainsi le récent renvoi en correctionnelle de deux membres de la Brav-M pour des faits de violences et des menaces sur Souleymane, étudiant tchadien, en marge d'une manifestation en mars dernier à Paris) n'effacent pas le quotidien. En particulier celui des jeunes raciséEs habitant des quartiers populaires, comme Hedi, jeune marseillais de 22 ans gravement blessé à la tête suite à un tir de LBD par un membre de la BAC Sud, à cette heure remis en liberté sous contrôle judiciaire... Un pouvoir plus sensible aux mobilisations de policiers en soutien à leur collègue (avec

fin juillet une vague d'arrêts de travail de protestation) qu'au sort des catégories populaires. C'est aussi pour cette raison que le nouveau ministre de l'Éducation nationale Attal et le gouvernement ont décidé, sur le terrain de l'extrême droite la plus rance, de placer au cœur de cette rentrée scolaire la polémique sur l'abaya, avec une circulaire pondue en trois jours. Une grande campagne médiatique dégueulasse qui, dans un même mouvement, vise à cibler les musulmanEs, créer une diversion sur l'absence de moyens humains dans les écoles et sur les difficultés financières des familles, tout en suscitant (malheureusement) des divisions au sein de la gauche sociale et politique.

Une riposte inédite

Ce n'est pas toujours simple, ça peut tanguer, mais ça tient bon. L'arc réunissant militantEs et collectifs des quartiers populaires, syndicats, associations et forces politiques (à l'exception notable du PS et du PCF) a consolidé son cadre de travail avec un nouvel appel sorti en plein cœur de

l'été. La construction des manifestations/marches du samedi 23 septembre est à la fois un premier test sur la capacité à résister ensemble et proposer des initiatives de mobilisation aux premierEs concernéEs et que l'on ne voit pas suffisamment dans la routine des manifestations du mouvement social, du mouvement ouvrier. À cette heure, une quarantaine de manifestations sont d'ores et déjà recensées sur le site unitaire¹. Les enjeux sont importants, à la hauteur des attaques brutales dont fait preuve le pouvoir macroniste, mais aussi de la pression que fait peser l'extrême droite sur cette rentrée. Travailler la convergence entre les collectifs et familles de victimes issus des quartiers populaires et la gauche sociale et politique est la condition pour créer une riposte massive qui contribue à changer l'air du temps, assez nauséabond ces dernières semaines. Cela passe à cette étape par mettre toutes nos forces dans la réussite du 23 septembre.

Manu Bichindaritz

¹ - <https://marchespourlajustice.fr>

Culture



ESSAI *La France qui a faim, le don à l'épreuve des violences alimentaires, de Bénédicte Bonzi*

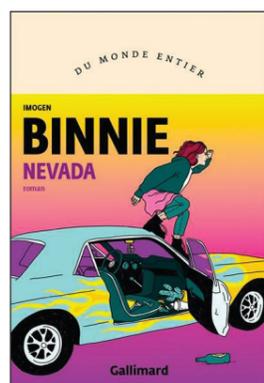
Éditions du Seuil, Collection anthropocène, 2023, 448 pages, 22 euros.

L'autrice est anthropologue. Ce livre est le fruit d'une réflexion après une longue immersion dans le quotidien des Restos du Cœur. «*L'enjeu n'est pas de critiquer l'aide portée par les bénévoles, mais de proposer une critique de ce qui structure l'aide alimentaire et d'interroger sa place et son rôle dans le système alimentaire dont elle est une composante*», nous dit-elle. Son livre ethnographique de façon précise l'extrême violence à cet endroit de la chaîne production agricole-transformation-distribution-consommation, nous aide à «*comprendre pourquoi les choses empirent malgré tout ce qui est fait*»: de 7 à 8 millions de personnes recourent à l'aide alimentaire, soit une famille sur 10 ! C'est une importante contribution à la politisation nécessaire de la

question de l'alimentation, du double point de vue écologique et social. En profonde empathie avec les personnes secourues, Bénédicte Bonzi affirme la nécessité de pistes radicales pour établir les droits autour de la Sécurité de l'alimentation.

CNE

Lire aussi page 6.



ROMAN *Nevada, d'Imogen Binnie*

Éditions Gallimard, traduction Violaine Huisman, 2023, 304 pages, 23 euros.

Enfin une traduction française (et de très bonne qualité!) de *Nevada*, le premier roman d'Imogen Binnie. Dix ans après sa première parution chez Topside Press, toute petite maison d'édition new-yorkaise par et pour les personnes trans, ce roman devenu culte arrive en France. Son parcours d'édition est à lui seul toute une aventure. Indisponible à la vente dès 2017 après la faillite de la maison d'édition, c'est le bouche-à-oreille au sein de la communauté transgenre qui assure sa diffusion avant que

le prestigieux éditeur Farrar, Straus and Giroux ne le republie en 2022. *Nevada* est la première œuvre de fiction trans écrite par une femme trans (ou une des premières), publiée aux USA, et qui ne se résume pas à la simple retranscription d'un parcours personnel. C'est un roman fondateur de la littérature trans contemporaine. Il nous fait suivre les pérégrinations de Maria, femme trans de New York, sa vie un peu chaotique et ses mécanismes d'adaptation, avant qu'elle ne file sur les routes après son licenciement. Le roman évoque le bled paumé en Pennsylvanie qu'elle a dû fuir pour transitionner, l'addiction, les dynamiques intracommunautaires et en particulier la transmisogynie¹, la haine de soi, la fétichisation, la dysphorie, la jouissance d'être, la transition, la réassignation à la classe des femmes, etc. C'est un roman qui fait sourire et qui donne envie de pleurer, de crier, de danser; c'est un roman réparateur, résilient. Un roman jouissif. Un roman dans lequel se reconnaissent et se reconnaîtront nombre de femmes trans, quels que soient leur parcours, leur milieu d'origine, le contexte politique ou culturel dans lequel elles transitionnent. Un roman culte. Définitivement.

Sally Brina
1 – L'oppression spécifique que subissent les femmes trans, en tant que femmes, en tant que personnes trans et en tant que femmes trans.



REVUE *La Déferlante, le numéro 11*

Dès maintenant en librairie

Dans ce numéro de rentrée autour du thème Habiter, *La Déferlante* cherche à comprendre comment nos modes d'habitation sont traversés par des rapports de genre. Posséder ou pas son logement, habiter dans un espace collectif ou dans un pavillon individuel, fuir les violences conjugales: autant de situations qui questionnent la notion de chez-soi. Au sommaire également, une grande rencontre entre l'essayiste Mona Chollet et la dessinatrice suédoise Liv Strömquist. Vous lirez également un portrait de la militante écoféministe Vandana Shiva, un entretien avec l'écrivaine guadeloupéenne Maryse Condé et le récit de la rencontre ratée, en 1979, entre Monique Wittig et Audre Lorde. Deux reportages: en Israël, sur ces femmes qui refusent de faire leur service militaire;

et en Afghanistan sur les micro-résistances mises en place après la prise du pouvoir par les talibans, le 15 août 2021. Retrouvez également le nouveau strip de la dessinatrice Salomé Lahoche, une bande dessinée inédite ainsi qu'un débat sur le thème: peut-on dégenrer la pratique du sport?

Extraits de la présentation éditeur



RÉCIT *Septembre rouge, de Michael Löwy et Olivier Besancenot*

Éditions Textuel, 2023, 160 pages, 18,90 euros.

Ce livre est une fiction historique basée sur des faits réels. Tel est le choix que nous avons retenu pour rendre hommage aux militantEs qui ont dû affronter, le 11 septembre 1973, le coup militaire sanglant du général Pinochet et de ses troupes. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'un livre d'histoire [...]. Il ne s'agit pas non plus

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

d'un essai théorique ou stratégique qui porterait sur le bilan de l'Unité populaire. [...] Salvador Allende et l'Unité populaire sont allés plus loin dans l'affrontement avec les classes dominantes que la plupart des gouvernements progressistes en Amérique latine, mis à part le cas cubain, bien entendu. Cette expérience a suscité une mobilisation ouvrière et populaire sans précédent, dans les comités de l'Unité populaire, dans les JAP (comités d'approvisionnement), dans les cordons industriels ainsi que dans les commandos communaux dans une moindre mesure. Elle a été à plusieurs égards, un cas unique, dans l'histoire du continent, comme tentative de transition vers le socialisme, sans guerre civile préalable. En même temps, elle a confirmé une vieille règle de la lutte de classes: la démocratie n'est tolérée par les oligarchies que si elle ne menace pas leurs privilèges...

Extraits de la préface du livre

Vie du NPA

LES NÔTRES Myriam Alix Dal Molin

Myriam Alix Dal Molin nous a quittés le 23 août dernier, victime d'un cancer foudroyant. Cette disparition a choqué tous ses camarades de Paris 18^e, et bien sûr ses proches.

Elle accompagnait le NPA depuis des années, dans les manifs, et surtout à chaque université d'été à Port-Leucate, où elle croquait à bout de crayon ou de Bic les camarades, la plage, les débats... Ce n'est pas rien de réussir à rendre l'illustration d'un topo cocasse. Car Myriam n'était pas qu'une jardinière (syndiquée!) à la Ville de Paris par choix, mais également une dessinatrice de talent. Ses dessins traitent de scènes de travail comiques d'où sort un certain désespoir malgré tout, des «*natures mortes urbaines*», des paysages divers, des chats, des rats et des oiseaux... Myriam commentait également presque toujours ses dessins avec un humour, une finesse et une modestie incroyable. Elle faisait aussi parfois de la chanson, avec brio, accompagnée



par son compagnon Sylvestre, notre camarade. Elle a dessiné une BD avec l'auteure Brigitte Laloupe: *Brigitte devient féministe* (éd Visionning, 2021). Sa gentillesse, son sourire éclatant

et son humour nous manqueront. Une exposition femmage est en préparation¹.
E.M
1 – https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=960708368341870&id=100032081460384

Le NPA à la fête de l'Huma 2023!

Les 15, 16 et 17 septembre le NPA y aura un stand, avenue Bobby-Sands (proche de l'entrée de la fête).

Où y trouvera la presse (*l'Anticapitaliste*), des affiches, des autocollants, un bar et de la restauration. Nous accueillerons notamment Philippe Poutou et Béatrice Walylo auteurs du livre *Un "petit" candidat face aux "grands" médias* et Pauline Perrenot, membre d'Acrimed, et autrice de *Les médias contre la gauche* le samedi à 14 h 30; Olivier Besancenot autour de son livre *Septembre rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili*, le même jour à 16 heures. À 18 heures, Christine Poupin prendra la parole dans le cadre d'un mini-meeting avec des invitéEs.



La librairie La Brèche sera présente samedi et dimanche. Les soirées de vendredi et samedi seront festives (dans un cadre safe), avec DJ Tarik et d'autres DJ pour les désormais fameuses soirées «*Marx, Engels, Lénine et Beyoncé*».



GRÈVE « Nous pensions que notre lutte était la lutte de tous les travailleurs »

Entretien. À Bretoncelles, en décembre 1974, les ouvrières et ouvriers de l'équipementier de l'automobile Piron, confrontés à une menace de fermeture, se mettent en grève, occupent l'usine et licencient leur patron. Ce geste radical résonne loin : on en parle dans *Ouest-France*, *Le Perche*, *Libération* et *Le Monde*. Commence une longue lutte pour maintenir l'intégralité des emplois. **Antoine Rubinat**, salarié de Piron, revient sur cette lutte.

Comment a démarré la grève ?

L'action et la prise de conscience ne se sont pas faites du jour au lendemain. Piron était une boîte décentralisée dans un petit village du Perche, rural, à la recherche d'une main-d'œuvre docile, peu payée, peu qualifiée, sans tradition de lutte, et à majorité féminine. Adhérent à la Ligue communiste en 1972, désirant quitter la région parisienne pour le Perche j'ai demandé au « national » de me désigner une « boîte » dans laquelle il serait intéressant de s'implanter. La réponse a été Moulinex à Alençon. Sans réponse après quelques semaines, Danièle, ma compagne et moi avons été embauchés chez Piron à Bretoncelles. J'ai demandé à l'UD CGT de me donner mandat pour organiser les élections professionnelles. Le secrétaire de l'UD CGT m'a répondu : « Vous avez postulé pour l'entreprise Moulinex, vous n'y rentrerez jamais. De même, ne comptez pas avoir de mandat chez Piron, compte tenu de votre appartenance à la LC. » La CFDT à Caen, à laquelle j'ai indiqué que j'étais militant à la LC, m'a mandaté. Les conditions de travail étaient moyenâgeuses. Aucun respect de la convention collective, de la personne : huit accidents de travail par amputation des doigts, d'une main, un œil crevé, une fracture et plusieurs écrasements. Six mois plus tard, Danièle est licenciée pour avoir déclaré un accident trajet-travail, au cours duquel un salarié avait trouvé la mort. Des ouvrières proposent un débrayage. Notre implantation dépendait, aussi j'ai demandé de n'en rien faire.

Lors des élections des délégués du personnel de novembre 1973, nous obtenons les 4 sièges et mettons en place un Comité d'hygiène et de sécurité. Rapidement, une liste de 26 licenciements a été annoncée au Comité d'entreprise, en majorité parmi les cadres et des représentants FO aux ordres de la direction. Après intervention de la CFDT, la direction annule les licenciements, et les salariéEs à la fabrication obtiennent 80 centimes de l'heure.

Face à l'inquiétude sur l'avenir de l'usine nous faisons appel à un cabinet d'expertise comptable. Le 10 décembre 1974, la direction « souffle » que « la clef sera mise sous le paillason en janvier ». Les salaires de novembre ne sont pas versés et le 12 décembre, les ateliers ne sont pas chauffés.

Spontanément, l'ensemble du personnel se met en grève. Les délégués CFDT refusent de se rendre à la convocation de la direction : « Si vous voulez faire une communication, l'ensemble du personnel vous attend ». Les questions ont fusé sur la fermeture, les cadences, la sécurité, l'hygiène, les conditions de travail. Piron s'est retiré dans son bureau et a convoqué le Comité d'entreprise.

Un camion de la CEPEM, un client, venant à la demande de Piron, récupérer ses outils (qui



n'appartiennent pas à Piron, mais au client), des camarades bloquent les camions et refusent l'enlèvement des outils. L'ensemble des salariéEs se joint aux élus et envahissent le bureau de Piron. Les délégués disent : « Si vous fermez, demain matin vous n'aurez plus rien à faire ici ». Des voix s'élèvent : « Pas demain, tout de suite ». Piron père et fils quittent leur bureau. L'usine était sous le contrôle des travailleuses et travailleurs.

Comment avez-vous continué la fabrication ?

Le 13 décembre, l'assemblée générale du personnel met en place un comité de lutte de 12 membres CFDT, FO, cadres, non-syndiquéEs, révocable tous les matins en AG. La CFDT est majoritaire. Une moitié des salariéEs à la production, l'autre moitié à la popularisation de la lutte, en alternance. Il n'y avait plus de cadences. Renault et CEPEM voulaient récupérer les pièces commandées et l'outillage mis à l'abri, tout en limitant leurs commandes. Une négociation a lieu avec un responsable de chez Renault pour que les pièces soient livrées et payées simultanément, sans passer par la banque. La somme arrivera en banque, nous sera confiée et répartie de manière non hiérarchique en tenant compte de la situation de chacunE. Cela a duré environ trois semaines. Nous avons des stocks, des commandes en cours mais pas de nouvelles. Avec les plus gros clients, Renault et la CEPEM, il y avait de quoi faire. Nous pensions que Piron voulait fermer l'entreprise sentant son pouvoir sans partage remis en cause par les travailleurEs.

Nous nous sommes rendu compte du pouvoir et de la force que nous avions : dès qu'une machine était défectueuse, les camarades arrêtaient la production et allait voir le CHS et l'Inspection du travail.

Quels liens avec les autres entreprises en lutte, avec les paysanEs ?

Nous pensions que notre lutte était la lutte de tous les travailleurEs. Dès le 1^{er} jour de l'occupation, les portes étaient ouvertes à tous, en permanence. Rapidement sont venus un groupe de musiciens, divers groupes et formations poli-

Nous avons fait face à un patronat qui venait reprendre notre outil de travail et de subsistance et l'avons mis à l'abri comme nous avons « licencié » Piron père et fils

tiques de gauche et d'extrême gauche ainsi que les paysanEs travailleurEs, des petitEs paysanEs, des travailleurEs inorganiséEs, la JOC, l'Abbé Lemonier, pendant que *Minute* titrait : « Les bolcheviks à Bretoncelles ». Les paysanEs nous ramenaient des lapins, des œufs ; en contrepartie, nous allions les aider quand il s'agissait de défendre un fermier menacé d'expulsion. Nous sommes allés à l'usine Briare occupée, chez Caron-Ozanne. Les LIP se sont déplacés avec vente de montres.

Tu parles de LIP : est-ce que les travailleurs de la boîte connaissent ?

Pour ma part, bien sûr, mais il n'y avait pas de passé syndical chez Piron, pas de conscience de classe, pas de débat. Les médias disaient : « Vous avez imité LIP ! » Nous avons fait face à un patronat qui venait reprendre notre outil de travail et de subsistance et l'avons mis à l'abri comme nous avons « licencié » Piron père et fils. En situation d'auto-défense, une dualité de pouvoir s'est mise en place à mesure de la radicalisation de la lutte.

La situation s'est tendue : l'Union régionale CFDT avait détaché un militant pour « nous aider » à trouver une organisation et des actions « raisonnables » : quitter l'usine, restituer le « trésor de guerre » contre une entrevue à la préfecture. Elle réussit ce que le patronat et ses suppôts n'ont pas pu faire : un certain nombre de salariéEs acceptent. Pour ma part, je suis convaincu que c'est une erreur grave.

La proposition mise aux voix l'emporte par une courte majorité avec 40 « contre » sur 80/85. Nous décidons d'occuper la mairie de Bretoncelles. L'UR CFDT nous sollicite pour une réunion dans l'enceinte de la mairie, le but

étant la restitution du « trésor de guerre ».

Sans acquis, nous ne lâcherons rien ! Le lendemain une quarantaine de salariéEs occupent la salle des fêtes. Le 19 janvier 1975, un meeting dans cette même salle réunit environ 1300 personnes, avec l'aide des comités de soutien. Le 13 février 1975, les camarades forcent les grilles de la préfecture d'Alençon et, malgré les forces de l'ordre, atteignent la salle d'attente du préfet qui accepte d'en recevoir 7, si les autres évacuent. Mensonge : ils sont embarqués, et les gendarmes libèrent tout le monde en rase campagne. Nous devons rentrer « à pincées » ! De négociations en négociations, la lutte continue, la solidarité aussi. Le samedi 8 mars, nous réoccupons l'usine de manière symbolique. Le gendarmier nous expulse et nous met en garde à vue à Remalard. Une centaine de membres des comités de soutien attend notre sortie.

En mars 1976, reprise de l'unité de production à condition que Joseph Leberre et Antoine Rubinat se retirent. Nous cédon, sans vouloir négocier aucune sorte de compensation.

Propos recueillis par Robert Pelletier

La manifestation de restitution de la mémoire de la grève des ouvrières et ouvriers de l'usine Piron à Bretoncelles en 1974, aura bien lieu dimanche 17 septembre à 15 heures devant l'usine Selimex (ancienne usine Piron) à Bretoncelles, pour une après-midi festive.

Malgré le retournement du maire de Bretoncelles, annulant le prêt de la salle des fêtes, malgré les pressions de la famille Piron sur le propriétaire actuel de l'ancienne usine pour qu'il revienne sur la mise à disposition des locaux encore existants... mais avec du coup une couverture médiatique au-delà des espérances !

Avec en prime l'article de *Politis* de cette semaine :

<https://www.politis.fr/>



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°148 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

